



HAL
open science

Discours de soutenance de thèse

Léo Manac'H

► **To cite this version:**

| Léo Manac'H. Discours de soutenance de thèse. 2024. ⟨hal-05111229⟩

HAL Id: hal-05111229

<https://hal.science/hal-05111229v1>

Submitted on 13 Jun 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Léo Manac'h, discours de soutenance de l'obtention d'une thèse en anthropologie politique, le 9 octobre 2024.

« Éteindre le courage. Une ethnographie du découragement dans la mobilisation pour le droit au séjour pour soins »

Cher·es membres de jury, chère audience. Vous qui m'avez lu, je vous remercie de tout cœur. Je remercie ma directrice de thèse pour son accompagnement. Merci aux membres du jury, c'est un honneur de pouvoir discuter ce travail avec vous. Je remercie le Ceped et plus particulièrement les membres de ses services administratifs : Catherine Boutet, Julie Rust, Elisabeth Brasseur, mais également Jérôme Brocheriou de l'École Doctorale 624 et Lamia Daffri du Sesstim. Merci à l'ANRS pour l'allocation de thèse et à Sidaction pour la 4^e année financée.

Merci aux personnes qui m'ont raconté leurs joies, et leurs tristesses face aux politiques des frontières. J'espère ne pas trahir vos engagements et vos énergies dans ce que j'ai tenté de penser ici des découragements avec lesquels nous cheminons.

Merci aux camarades chercheur·ses, et en tout premier lieu à ma « bande organisée » du programme de recherche sans qui cette thèse aurait été tout autre : Charlotte Floersheim, Clément Soriat et Gabriel Girard. Merci à Claire Lefort pour les relectures croisées et le soutien affectueux. Un grand merci aux espaces collectifs de recherche pour les circulations intellectuelles et la confiance apportée, merci à Sandrine Musso qui m'avait envoyé sa thèse ; elle est si présente dans ce manuscrit qui lui doit tant.

Merci à Tal Piterbraut-Merx d'avoir vécu et dont le souvenir luit en moi. Enfin merci à vous mes proches « dont la tendresse m'est une nécessité » pour que l'on se donne chaud dans les vents mauvais.

Dans cette thèse que j'ai fini de rédiger en février 2024, j'ai voulu prendre le temps de donner place à une intuition née de mon expérience de militant pour les droits des étranger·es depuis 2016, celle d'un découragement massif qui circule parmi les personnes étrangères, mais aussi dans les espaces du soutien aux droits des étranger·es. À l'échelle d'une manifestation ou d'une réunion, je croisais des personnes épuisées, amères, qui nommaient un sentiment d'impuissance, tout en étant moi aussi pris dans cet état affectif. Je me suis alors demandé : comment continuer à se mobiliser dans un contexte hostile de durcissement constant des

politiques migratoires où les défaites se répètent ? Et comment, dans une perspective explicitement normative, inverser l'ordre des choses et rouvrir des horizons politiques désirables ?

Dans cette thèse que je défends ici, j'ai étudié ce que j'appelle des politiques du découragement. J'ai voulu décrire leurs effets sur les étranger·es, mais surtout sur les personnes, étrangères ou non, qui luttent contre la restriction des droits des étranger·es. L'intensité du découragement n'est bien sûr pas la même qu'on ait le statut d'étranger·e ou de citoyen·ne. J'ai fait la première hypothèse qu'il s'agit pourtant d'un sentiment commun qui traverse les espaces de mobilisation dans la fermeture de ce qu'il est possible d'imaginer et de désirer politiquement. De plus, je n'ai pas voulu réduire les politiques du découragement à la question du gouvernement des migrations et je me suis intéressé aux façons dont elles naissent et se déploient depuis les espaces de mobilisation. J'ai fait la seconde hypothèse relative au fait que la reproduction de rapports de domination dans les espaces qui prétendent les combattre participe à épuiser et à démobiliser les personnes qui les subissent.

Je reviendrai sur cette démarche et sa problématisation, avant d'aborder la méthode que j'ai choisie, puis les principaux résultats de cette thèse et enfin ses limites et perspectives.

Démarche / problématique

J'ai choisi d'étudier la mobilisation pour le droit au séjour pour soins au prisme de la progressive fragilisation de ce droit depuis la loi dite Cazeneuve du 7 mars 2016. Cette loi instaure le passage de l'étude des dossiers de demande de régularisation pour motif de santé des agences régionales de santé, sous tutelle du ministère de la Santé, à l'Office française de l'immigration et de l'intégration, sous tutelle du ministère de l'Intérieur. Si la loi dite Chevènement qui institue le droit au séjour pour soins en 1998 figurait une victoire politique pour la mobilisation structurée autour de cas d'étranger·es séropositif·ves menacés·es d'expulsion du territoire français, mon enquête a cherché à mesurer les effets de la réforme de ce droit de 2016 qui a pour conséquence un très net recul de taux d'octrois de titres de séjours pour soins.

Plusieurs questions centrales ont émergé :

- Tout d'abord, de quelles façons les stratégies de mobilisation politique se réorganisent-elles dans un contexte peu favorable au droit des étranger·es malades, et plus largement aux droits des étranger·es ?
- Quel sens les personnes engagées donnent-elles à leur action dans ce contexte ?
- Les affects négatifs peuvent-ils façonner une communauté politique et comment y typifier les formes prises par le découragement ?
- Et enfin, quels leviers les personnes étrangères et militantes (qui peuvent avoir la double casquette) mobilisent-elles pour résister au découragement ?

À l'intersection d'une anthropologie des migrations, des émotions et des mobilisations, j'ai voulu comprendre comment la lutte pour le droit au séjour pour soins se poursuit dans un contexte politique et législatif de recul des droits des étranger·es. En partant d'une ethnographie de la mobilisation pour le droit au séjour pour soins, j'ai fait de l'état affectif du découragement un paradigme pour penser les mobilisations sur la question migratoire, mais aussi plus largement pour faire une analyse des évolutions contemporaines de l'État et de ses relations avec les mouvements sociaux.

Méthode / terrains

Relativement à la méthode et aux terrains, je me suis attaché à comprendre l'organisation de la défense de ce droit dans plusieurs espaces d'engagement, constitués par des associations et par l'implication des professionnel·les du droit, de la santé et du travail social qui accompagnent des demandes de titres de séjour pour soins. Si au départ, j'avais le désir de faire l'ethnographie du découragement des étranger·es malades à part égal avec celui des soutiens, j'ai fait le choix de ne pas chercher à multiplier les entretiens avec des personnes étrangères régularisées au motif de la maladie. En effet, j'ai envisagé les effets potentiellement douloureux pour elles de revenir sur leurs trajectoires de régularisation, et ce dans une perspective vigilante à la dimension potentiellement extractive des sciences sociales et aux conditions du consentement des catégories de personnes vulnérabilisées.

L'enquête ethnographique, par observations et entretiens, s'est déroulée entre fin 2020 et fin 2022, principalement à l'association Aides, qui lutte contre le VIH/sida et les hépatites. Elle s'est faite dans le cadre d'une recherche collective intitulée Ethnoaides qui portait sur les évolutions des stratégies de lutte à Aides depuis l'arrivée des trithérapies en 1996. En outre, elle s'est déroulée au contact de quatorze associations et collectifs de soutien aux étranger·es, auprès

desquelles j'ai sollicité des entretiens avec des membres salarié·es ou volontaires. Les associations de lutte contre le sida occupent une place importante dans cette thèse car elles ont joué un rôle moteur dans l'obtention du droit au séjour pour soins et continuent aujourd'hui à produire du plaidoyer pour la défense de ce titre et à accompagner des demandes de régularisation pour le VIH et les hépatites virales. De plus, j'ai cherché à comprendre comment cette mobilisation pouvait être menée par des personnes concernées par une migration récente, à Aides mais aussi dans des associations de lutte contre le sida spécifiquement à destination de et organisées par des étranger·es et des immigré·es. Je me suis également intéressé à l'action d'associations plus génériques de défense des droits et de la santé des étranger·es.

En parallèle de ces terrains associatifs, j'ai réalisé des entretiens avec des soignant·es principalement issu·es du champ psychiatrique, des travailleuses sociales et des avocates et juristes, qui s'auto-définissent comme engagées dans la cause du droit des étranger·es malades.

Les entretiens ont été complétés par des observations et par une plongée dans les archives associatives de plusieurs associations. Le terrain s'est déroulé principalement entre l'Ile-de-France et la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, qui sont les deux régions en France hexagonale où les découvertes de séropositivité au VIH sont les plus nombreuses et où il y a le plus de demandes de dossiers « étranger·es malades ».

En faisant le choix de ne pas circonscrire mon terrain à une seule association ou à un seul type d'engagement, j'ai étudié dans cette perspective comment le découragement se diffracte dans les différents espaces de la mobilisation, au prisme d'un constat partagé par les personnes rencontrées portant sur les effets délétères des restrictions légale, administrative et symbolique du droit au séjour pour soins. Du cabinet d'une avocate spécialiste en droit des étranger·es, en passant par celui d'un psychiatre fatigué et jusqu'au camion mal éclairé de dépistage d'une association de lutte contre le VIH/sida, j'ai voulu voir comment ces types d'engagement professionnels et militants représentent des nœuds de problématisation de cet état, tout en variant en fonction des trajectoires individuelles, des représentations politiques et des cultures militantes. En m'intéressant aux vécus intimes, collectifs et globaux de l'expérience du découragement, je cherche, à la suite de Jacques Revel, à faire varier les *jeux d'échelles* pour fournir une compréhension de leurs interactions. La démonstration rend ainsi compte les façons dont le découragement s'incarne aux échelles des subjectivités, des organisations collectives et comme ère du temps des mouvements sociaux contemporains.

Pour faire cette anthropologie du découragement, la dimension sensible et réflexive est enfin au cœur de ma démarche : j'ai moi-même cheminé avec cet état affectif pour en faire un moteur. L'auto-ethnographie réflexive a représenté une composante importante de l'analyse,

qui me permettait aussi de construire un lien sensible avec les personnes que je rencontrais, à partir d'une représentation commune négative de la situation contemporaine pour débusquer nos différences et les variations de son expérience en fonction des positionnements distincts de chacun·e.

Résultats

J'en arrive dorénavant aux résultats de cette thèse. Ils s'articulent autour de la progressive définition des politiques du découragement.

Premièrement, je me suis intéressé aux lieux institutionnels de la production du découragement et j'ai montré le caractère systémique d'une « machine à décourager » dans l'institutionnalisation d'obstacles à l'accès aux droits des étranger·es.

En restituant une généalogie du droit au séjour pour soins par sa co-production par les législateurs et les mobilisations, j'ai montré comment ce droit humanitaire avait été progressivement grignoté et rendu ineffectif dans son application, marquant par là une bascule vers une politique migratoire uniquement sécuritaire au détriment des questions de santé. Hautement symbolique, la suppression brutale du Dasem serait susceptible de créer une réaction politique forte. Mais sa fragilisation progressive mobilise les énergies militantes sur des durées beaucoup plus longues. En suivant les étapes d'un dossier de régularisation, j'ai ensuite donné à voir la multiplication des obstacles dans l'application du droit, instaurant une culture organisationnelle de la dissuasion. J'ai analysé les effets sur les personnes étrangères dans l'épuisement physique et psychique intense face à une administration illisible. La gouvernementalité du découragement institutionnalise ainsi les obstacles à l'accès aux droits des étranger·es par un arsenal légal, administratif, symbolique et imaginaire. Cette complexification croissante de l'accès au droit pour les étranger·es érige les lois et ceux qui les appliquent en frontières, dont la traversée devient toujours plus coûteuse et éreintante. Face à la difficulté à nommer l'intentionnalité de la production du découragement, ma stratégie intellectuelle a consisté en l'étude de la politique migratoire à travers ses effets sur les personnes qu'elle concerne. Le paradigme du faisceau indiciaire de Carlo Ginzburg a ainsi permis de relever les traces de cette opacification du droit des étranger·es.

Deuxième résultat : le découragement naît des mobilisations elles-mêmes. Le terme de « politique » se traduit de deux façons en anglais : *policies* et *politics*. Si les premiers résultats de ce travail se sont articulés à cette première acception comme régime de gouvernement dans

des pratiques légales et administratives, j'ai réalisé une seconde analyse des politiques du découragement à l'échelle des mobilisations.

L'observation du champ associatif du droit au séjour pour soins, des discours et représentations du sens de l'action associative qui y circulent, m'a permis de pouvoir entrer dans la description fine de la reproduction de rapports de domination en interne des associations. J'ai particulièrement focalisé mon attention sur les rapports sociaux de race qui structurent cette mobilisation. L'ethnographie resserrée de Aides, favorisée par la négociation de ma présence de chercheur dans le cadre du projet EthnoAides, m'a aidé à ressaisir le découragement dans la routine de son ressenti, et dans l'expérience répétée de l'impuissance des membres de l'association dans les actions d'aller-vers le public dit « migrant ». Relativement à ce rapport au « public de l'association », j'ai insisté sur le problème de la catégorisation du « migrant », et notamment « subsaharien ». Mobilisée en santé publique et dans les sciences sociales de la santé, j'ai montré comment cette catégorie informe les représentations des militant·es des associations de lutte contre le sida pour lesquelles le « migrant » est majoritairement hétérosexuel, pauvre et noir. Je lui préfère l'expression « né·e à l'étranger », plus descriptive et permettant le croisement des catégories de genre, de race, d'orientation sexuelle, de situation administrative et sociale. Ce résultat m'a poussé à voir comment le découragement des membres de Aides racisé·es naît de la circulation de représentations culturalistes de l'impuissance des étranger·es malades, figure parangon de la victime. J'ai enfin abordé la question de la reproduction des dominations dans les espaces associatifs au prisme des conditions de travail, du traitement des violences sexuelles et de l'intensité émotionnelle produite chez ses membres à la fois par la thématique du sida et dans la structuration même de l'association qui est définie par certain·es comme une « famille ». J'ai montré au fil de cette ethnographie le caractère ambivalent de l'intensité de la dimension affective de la mobilisation, qui peut à la fois soutenir un engagement et redoubler l'épuisement.

L'observation longue m'a enfin permis d'élaborer le troisième résultat d'une communauté produite par le découragement en théorisant cet état et ses variations aux échelles intime, collective et globale, et ce dépassant l'espace de mobilisation étudié. Je me suis attelé à la démonstration d'une transformation de la conflictualité politique en France. J'ai montré comment les conditions de possibilité de l'expression d'un antagonisme avec l'État se sont progressivement asséchées, car ses représentant·es considèrent leurs opposant·es militant·es comme des ennemi·es et non plus comme des adversaires tout en construisant ce que j'ai appelé des « fictions visqueuses », c'est-à-dire une réalité alternative dans le discours sur les

migrations qui s'affranchit des faits. À l'aide du concept de production d'inaudibilité que j'ai forgé, j'ai décrit des stratégies de réduction phonique à l'encontre des groupes qui contestent les politiques migratoires par leur disqualification et leur criminalisation. Les personnes que j'ai rencontrées font état de la sidération ressentie, face aux paliers franchis, que ce soit dans la normalisation de la xénophobie des discours médiatiques et politiques ou dans la dénégation des faits concernant les migrations. J'ai porté là encore mon regard sur les dimensions extérieures, mais aussi intérieures de la production d'inaudibilité dans les luttes à partir d'une analyse intersectionnelle des conditions d'énonciation. J'ai poursuivi cette analyse intersectionnelle pour typifier les formes prises par le découragement selon les positions occupées dans la mobilisation. J'ai élargi le résultat de cette analyse située du découragement dans un champ de lutte circonstancié pour définir une ère du temps en déterminant plusieurs traits de définition d'une génération désenchantée dans ce que produit cette accoutumance à la défaite, dans le champ des migrations mais aussi plus largement dans un contexte de répression politique croissante des mouvements sociaux. Tout en étant vigilant à la réinscrire dans une mémoire militante des échecs politiques à gauche, cette anthropologie contemporaine de la défaite permet d'en singulariser la teneur actuelle.

Ces résultats servent une réflexion sur les conditions de résistance au découragement qui constitue, je le rappelle, le moteur de ce travail et mon cheminement s'est achevé sur celles-ci. Dans le lien au passé, les mémoires de la lutte contre le sida sont apparues porteuses pour resignifier l'action des militant·es contemporain·es. J'ai montré comment entretenir la mémoire des mort·es du sida permet de développer un attachement capable de réarticuler des mémoires plus conflictuelles de l'épidémie, et particulièrement celles non blanches. Enfin, j'ai montré comment les militant·es font « demeurer la joie » et forgent leurs outils de résistance dans l'attention à soi et aux autres. Toujours dans ce jeu d'échelles, revenir sur les formes de résistances individuelles et collectives mises en place au sein des associations et chez les professionnel·les du soin, du social et du droit m'a permis de poser une interrogation sur leurs forces et leurs risques, entre joie, protection et dépolitisation et dans les limites grises entre tendresse, fête et consentement. Ma démonstration s'est conclue sur une voie plus prospective sur le plan théorique pour puiser dans le découragement la force de lui résister.

Le dernier résultat de cette thèse réside dans une définition des politiques du découragement. La voici : le découragement est un état émotionnel processuel éprouvé par les personnes qui se confrontent aux politiques des frontières. Il prend racine dans la répétition de l'expérience d'émotions de tristesse, de frustration et de colère dont l'intensité, propre à susciter

l'engagement, s'affaïsse au fil du temps. Il est plus difficilement nommable que d'autres états émotionnels autrement denses dans leurs manifestations affectives. Par rapport au désespoir, à de nombreuses reprises analysé dans la sociologie des émotions comme un moteur d'engagement à partir du caractère insupportable de son ressenti, j'ai montré que le découragement institue un rapport atténué au monde, anesthésié et producteur de passivité, tout en restituant comment les sujets d'une mobilisation en sont affectés différemment. Il accompagne l'engagement et n'implique pas forcément le désengagement quand il touche les militant·es. Ressenti individuellement, il peut être partagé lors de moments collectifs, ce qui lui permet d'être apprivoisé dans des cadres qui limitent son potentiel démobilisateur. En le faisant circuler, les militant·es le performant et partant, peuvent se le réapproprier. Il est ruminé et travaillé, dessinant ainsi les modalités d'une résistance *depuis* le découragement qui reste à poursuivre.

Limites / perspectives

J'ai identifié deux limites principales à ce travail :

Tout d'abord, le droit au séjour pour soins apparaît comme un objet liminaire de politisation pour les associations étudiées, notamment Aides. Ce prisme d'analyse laisse dans l'ombre une partie de la structure et pourrait contribuer à en déformer la perception. Pour y remédier, un travail scientifique plus large a été mené avec le groupe de recherche Ethnoaides afin de compléter cette analyse à partir des autres facettes de l'association.

Une autre limite de l'analyse tient à mon échantillon : je me suis particulièrement intéressé au découragement des français·es blanc·hes, présent·es majoritairement dans des associations importantes par leur taille et leurs poids politiques car elles portaient le plaidoyer pour le droit au séjour pour soins. J'ai parfois manqué de données relatives à des mises en intelligibilité de personnes non blanches pour trianguler les analyses et interprétations portées par les blanc·hes. L'analyse de la race et de la classe dans les intersections du découragement aurait pu dès lors être plus systématisée.

Pour finir, j'aimerais aborder plusieurs perspectives de recherches et d'analyses futures ouvertes par cette thèse. L'analyse d'une gouvernementalité par le découragement des administré·es pauvres pourrait être étendue à d'autres services de l'État que ceux des étranger·es, et notamment à ses pôles sociaux autour du raffinement des techniques de contrôle

des usager·es et de la complexification croissante des démarches qui organisent un accès contraint aux droits sociaux et ont des conséquences désastreuses tant matérielles que psychologiques sur les administré·es.

L'analyse de décisions politiques prises par l'exécutif aux dépens du réel, dans un affranchissement des faits, pourrait en outre être faite au croisement de plusieurs objets d'étude. On pourrait mettre en perspective les politiques migratoires avec les politiques environnementales, dans un contexte où les réponses politiques à l'échelle nationale et internationale sont bien en-deçà de ce qu'il faudrait entreprendre pour que la vie sur terre continue d'être viable. Plus largement, une réflexion sur les émotions qui traversent d'autres mouvements de gauche au sens proposé par Enzo Traverso, de l'antiracisme au féminisme et à l'écologie gagnerait à être menée pour penser la sidération face à la violence de la répression ainsi que sa dénégation par le pouvoir en tant que composantes de l'exercice de la souveraineté. J'espère que cette contribution scientifique pourra participer à l'analyse entre l'économie psychique et les structures sociales et politiques afin de déterminer les effets psychiques collectifs provoqués par l'exercice du pouvoir actuel en contexte français. Décrire la construction de communautés de découragé·es et l'inventivité pour y résister amène enfin à penser les conditions d'alliances possibles entre les différents espaces de mobilisation.

Pause

Je vais pour ma part poursuivre le questionnement portant sur les émotions négatives des mobilisations politiques à partir d'une sociohistoire des relations entre lutte contre le sida et montée des extrêmes droites en France, et ce afin d'approfondir une anthropologie des émotions politiques négatives contemporaines et de ce qu'elle énonce des transformations de l'exercice de la souveraineté. Je vous remercie.